

Anne Hidalgo : la primaire humiliante et un rapport assassin sur la dette de Paris !

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 02 février 2022

À la [primaire des forces de gauche](#), Anne Hidalgo s'est pris une gamelle des plus humiliantes. Dans un système d'évaluation hilarant, le maire de Paris recueille la mention « *passable* », juste devant deux parfaites inconnues à la moyenne « *insuffisant(e)* » (Mesdames Marchandise et Agueb-Porterie) et bien loin derrière ses meilleurs ennemis, Taubira étant en tête avec une mention « *bien* ».

Les méchants diront que c'est bien fait pour celle qui réclamait une primaire à cor et à cri. D'ailleurs, son entourage tempère : « *Ces résultats méritent d'être un peu plus précis, dit un proche au Parisien. Ils ne modifient en rien la stratégie d'Anne Hidalgo. Elle a ses 500 parrainages qu'elle déposera cette semaine au Conseil constitutionnel et elle poursuit sa campagne sur le terrain.* » Car on l'assure autour d'elle : « *Ce que les électeurs demandent, c'est la connaissance des dossiers. Et là, Anne Hidalgo qui a l'expérience de la gestion de la capitale et un réseau international fera la différence.* »

Expérience, oui, sans doute, mais ce serait plutôt celle de la mauvaise gestion.

D'abord, il y a la dette, colossale, et si la mairie reconnaissait, voilà deux ans, qu'elle avait atteint 6 milliards d'euros, force lui est de reconnaître, aujourd'hui, qu'elle dépasse officiellement les 7 milliards, chiffres attestés par la chambre régionale des comptes dans un rapport du 27 janvier, et d'autres sources laissent entendre qu'on serait bien au-delà.

Anne Hidalgo conteste et reporte la faute sur l'État. Et puis elle est là pour répondre à la demande des électeurs qui lui ont renouvelé (très chichement) leur confiance en 2020 : « *La stratégie d'investissement de la ville de Paris a été validée par les électeurs et répond de manière volontariste aux enjeux de logement et de solidarité, au financement de la transition écologique et à la priorité d'accueillir les Jeux olympiques et paralympiques de 2024* », a-t-elle répondu aux sages de la CRC. Et puis, elle a beau jeu de lister les méfaits dus à la politique du gouvernement et qui la viseraient particulièrement : « *Nous sommes la seule ville en France traitée ainsi.* »

L'opposition rappelle qu'en 2013, la [dette](#) n'était « que » de 3,6 milliards d'euros. L'avoir plus que doublée, c'est mettre haut la satisfaction de l'électorat bobo de la capitale. Lui est en effet reproché le saccage du paysage au nom de l'écologie, ainsi que des aménagements urbains d'une totale démagogie. On citera en exemple le changement des plaques de rues pour satisfaire l'électorat féministe. Ainsi, dans le IX^e arrondissement où la rue La Rochefoucauld est devenue rue Catherine-de-La-Rochefoucauld, la rue de Rochechouart rue Marguerite-de-Rochechouart, etc., étant entendu que ces dames sont, évidemment et par définition, plus méritantes que leurs odieux époux.

Et comme un malheur n'arrive jamais seul, une procédure judiciaire oppose désormais la ville de Paris et la RATP pour des dégâts occasionnés par les travaux de réaménagement de la place de la République (pour 20 millions d'euros). L'affaire est ancienne (travaux engagés sous le mandat de Bertrand Delanoë) et le contentieux a nécessité des années d'expertise. La RATP venait de refaire totalement la gigantesque station/échangeur de République : « *Nouveaux luminaires, nouveaux carreaux blancs, nouvelles signalétiques... Tout avait été refait à neuf* », rappelle *Le Parisien*. Et puis la ville a décidé de réaménager la place en surface... et ce fut la Bérézina : « *infiltrations, coulures jaunâtres et verdâtres, peintures cloquées, murs boursouflés de moisissures, carreaux de faïence souillés* »... Résultat : la RATP réclame plusieurs millions d'euros de dédommagement à la mairie de Paris. Ce qui ne va pas arranger sa dette...

Les Parisiens ne devraient pas être en reste puisque Alice Coffin annonçait, sur *BFM TV*, que le gouvernement a bien validé le projet de multiplier les salles de shoot, mais que « tout est gelé avant l'élection »...